

LA LETTRE DU RESEAU

RAFOD

Réseau d'Appui aux Actions et aux Formations pour le Développement : B.P. 2306 - 30, rue Sainte-Hélène 69216 Lyon Cedex 02

Téléphone : 04 72 77 87 55 — Fax : 04 72 41 99 88 — E-mail : rafod@rafod.org. — site : www.rafod.org

EDITO

Bonjour à tous !

Cette 17^e Lettre du réseau s'est fait attendre... mille excuses !!!

Au centre de cette lettre nous vous proposons un article sur les plans de développement communaux et locaux, c'était le thème de la session des anciens de septembre 2003, les membres du PROFADEL ont également capitaliser leurs expériences sur cette thématique.

Au CIEDEL les choses continuent d'avancer : le nouveau module sur la coopération décentralisée a été apprécié (nous avons même organisé une version plus courte en juillet pour les "2^e année"), un atelier PROFADEL sur la pédagogie pour adultes a eu lieu en avril à Lyon et un séminaire pour faire le point après 3 ans d'existence de ce réseau est programmé pour novembre, RESACOOOP est toujours autant sollicité pour son appui à la coopération décentralisée en Rhône Alpes,...

Au niveau de la formation, depuis un an Pascale Vincent RESACOOOP et toute l'équipe du CIEDEL travaillent à la refonte de toute la formation. L'objectif est de pouvoir proposer une toute nouvelle formation à la rentrée 2005-06 destinée essentiellement aux cadres du développement : nouveau contenu, nouvelles conditions d'acceptation des candidatures... Dès que le programme sera finalisé (d'ici fin 2004), nous ne manquerons pas de vous adresser la nouvelle plaquette afin que vous puissiez être au fait de toutes ces nouveautés.

Et le réseau des anciens ??? Les sessions des anciens semblent vous intéresser, nous prévoyons donc d'en organiser une tous les 2 ans. La prochaine aura lieu en mai 2005. D'après les enquêtes auxquelles vous avez répondu et les échanges que nous avons avec vous, "le partenariat" est une problématique qui vous préoccupe. Nous réfléchissons donc à un thème de session qui s'inscrive dans cette large question du partenariat. Rendez-vous au printemps 2005 !

Bonne continuation à vous tous et n'hésitez pas à nous envoyer de vos nouvelles !

Marie Loup FALL-GUERIN et Olivier THOME

L'équipe s'étoffe avec l'arrivée de Véronique Quiblier ...



"Après une dizaine d'années passées sur le continent africain, où j'ai été successivement coordinatrice de mission au Cameroun (programme d'appui aux entreprises artisanales (1997-2001), responsable de projet de développement local urbain au Mozambique (2001-2003), j'ai rejoint l'équipe CIEDEL en janvier 2004.

J'ai eu la chance de participer au module "Appui à la création d'activités économiques" avec Bernard Husson, puis de co-animer le module "Evaluation" avec Christophe Mestre, et d'intervenir dans différentes sessions de formation... J'ai également effectué des missions

vquiblier@univ-catholyon.fr d'étude et d'évaluation à Madagascar et en Algérie (cf. "les joyeuses aventures du CIEDEL"). L'intégration fut rapide !

Mes principaux domaines de compétences : conduite de projets, développement urbain, développement socio-économique, gestion des organisations".



...et de Gérald Martinetti

qui a, depuis juillet, rejoint notre équipe pour seconder Gilbert Graugnard au niveau de la comptabilité du RAFOD.

LES JOYEUSES AVENTURES DU CIEDEL

Episode n° 17

Missions :

En octobre 2003 Christophe Mestre et Olivier Thomé ont réalisé la mission de terrain de l'évaluation de la politique française en appui à la coopération non gouvernementale au Cambodge. Le rapport paraîtra prochainement dans la collection "évaluation" du Ministère des Affaires Etrangères.

Christophe a réalisé, en avril 2004, l'évaluation du programme d'appui au développement de la région de Kayes (PADRK) à la demande du SCAC de Bamako (Mali) et a participé au travail de capitalisation sur l'utilité des évaluations pour le F3E, en réalisant en particulier une mission au Burkina Faso. Il était au Bénin en juillet 2004 pour réaliser avec Simon Narcisse Tométy (promotion 1993/95) la première partie d'une étude de faisabilité d'un programme d'appui à la société civile pour l'Union Européenne.

Olivier a, d'autre part, réalisé l'évaluation de trois expériences "quartier" du Secours Catholique en France en décembre 2003 et, avec Adrienne Ramdé (promotion 1988/2000), celle de la coopération décentralisée entre la ville de Tremblay et le département de Loropéni (Burkina Faso) en mai 2004.

Gilbert Graugnard a évalué la coopération décentralisée de la ville de Besançon avec le département de Dourooula (Burkina Faso) avec Adrienne Ramdé en octobre 2003. Gilbert est allé à Madagascar en mars, en mai et en juillet 2004 pour l'évaluation de l'IREDEC.

Bernard Husson et Corinne Lajarge ont réalisé l'évaluation du programme prioritaire de développement urbain (PPDU) pour le Ministère des Affaires Etrangères de septembre 2003 à mars 2004. Bernard a réalisé d'autre part, en juillet 2004, l'évaluation du programme de formation de Touiza Solidarité en Algérie avec Véronique Quiblier. Véronique a réalisé, avec Sahondra Ranivoarinina (de FFF Malagasy Mahomby) en juin/juillet 2004 l'évaluation du programme de développement urbain à Madagascar de l'ONG française Inter Aide.

Formation :

L'année universitaire 2003/2004 a vu l'apparition en mai 2004 d'un nouveau module de formation dans le cursus de 1^e année intitulé "Coopération décentralisée" et gérée par Corinne Lajarge. Cette création

permise grâce à la fusion des modules "problématique de l'action" et "diagnostic pour l'action" et à la réduction du module "mondialisation, décentralisation et développement local" qui traitait partiellement ce sujet, répond à une volonté de mieux prendre en compte l'importance grandissante des actions de coopération décentralisée dans les champs de l'aide au développement. Une version allégée de ce module a été organisée fin juin – début juillet pour permettre aux étudiants de 2^e année et à quelques anciens qui travaillent étroitement sur la thématique "coop dec" d'y participer.

Cette volonté d'adapter la formation aux évolutions du contexte, a amené l'équipe du CIEDEL à lancer un important chantier de refonte de l'offre de formation. Ce processus, amorcé depuis près d'un an et qui devrait se finaliser fin 2004, a associé les anciens et leurs employeurs (par questionnaires), l'ensemble de l'équipe CIEDEL et de nombreuses personnes ressources. Il vise, pour mieux répondre aux attentes des professionnels venant en formation au CIEDEL, une meilleure prise en compte des enjeux actuels du développement local et territorial en intégrant les récentes réformes de l'enseignement supérieur (valorisation des acquis de l'expérience, licence-master-doctorat).

Olivier THOMÉ

LE RESEAU :

une 3e session des anciens en perspective...

Vous vous souvenez peut-être que la première session des anciens avait eu lieu en septembre 2002, elle portait sur le thème du rôle des collectivités locales et de la coopération décentralisée entre Mondialisation et Développement Local. Vous aviez été très nombreux à souhaiter y participer. Celle de septembre 2003 sur les plans locaux de développement

avait aussi intéressé bon nombre d'entre vous mais au final l'effectif n'était pas atteint (problème d'obtention du visa ou de cofinancement en particulier). Nous avons donc décidé d'en organiser seulement une tous les 2 ans. Cela nous donne suffisamment de temps pour les préparer et nous permet de vous prévenir à l'avance afin que vous puissiez enta-

mer les démarches de recherche de financement.

Certains d'entre vous ont peut-être entendu parlé d'une session des anciens qui se serait déroulée en juillet... En réalité il ne s'agissait pas d'une session des anciens mais d'un module condensé sur la coopération décentralisée qui a été organisée pour les "2^e année" sortants (cf. article "les joyeuses aventures du CIEDEL"). Nous avons proposé à certains d'entre vous qui travaillent sur

la thématique de la coopération décentralisée de se joindre au groupe des "2^e année" car il restait quelques places et qu'au plan pédagogique nous pensions qu'il pouvait se créer une dynamique intéressante.

Nous profitons donc de cette lettre pour vous informer que **la prochaine session aura lieu du 17 au 27 mai 2005**. Globalement elle portera sur la thématique du partenariat, mais nous affinerons le sujet sous peu. Les frais pédagogiques (mise à disposition de locaux, conception pédagogique et animation de la session)

pourront être pris en charge par le RAFOD. Le RAFOD pourra également contribuer au **cofinancement** des frais de vie (logement, alimentation, etc.), les disponibilités financières étant limitées, toutes les demandes n'auront pas automatiquement une réponse positive. Pour cela vous devez introduire votre demande auprès de la commission des bourses (par courrier, par fax ou par mail) qui examinera les candidatures début 2005.

J'ai commis une erreur de manipulation du fichier informatique des

contacts mails, je pense avoir perdu quelques adresses même si j'ai pu en retrouver une grande partie. Cette lettre est envoyée par mail et par voie postale, si vous n'avez pas reçu l'une ou l'autre des 2 versions merci de nous redonner vos coordonnées...

Bonne continuation à tous.

Marie-Loup FALL-GUERIN
Animatrice du réseau

Cette Lettre du réseau a été rédigée par les membres de l'équipe CIEDEL/RAFOD.

Coordination : Marie-Loup FALL-GUERIN



GIP (Groupement d'Intérêt Public) RESACOOP

La procédure de constitution du GIP RESACOOP touche à sa fin. Après avoir reçu l'approbation des Ministères de l'intérieur et du budget, la convention de constitution a été signée par les 14 membres fondateurs puis retournée aux deux Ministères pour qu'ils établissent l'arrêté d'agrément. Ceci devrait permettre la mise en place effective du GIP au cours du 4^e trimestre 2004.

Pour rappel, les 14 membres fondateurs du GIP RESACOOP sont : l'Etat, représenté par le Préfet de la région Rhône-Alpes, la Région Rhône-Alpes, la Ville de Chambéry, la Ville de Grenoble, la Communauté urbaine de Lyon, la Ville de Romans, l'Université Pierre Mendès France - Grenoble (UPMF), les Hospices Civils de Lyon (HCL),

le Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL), BIOFORCE Développement, l'association Ardèche Drôme Ouro Sogui Sénégal (ADOS), Handicap International (HI), Humacoop et Vétérinaires Sans Frontières (VSF).

Portail Internet

Fin 2004, dans le cadre de la mise en place du GIP, le site actuel de RESACOOP prendra la forme d'un Portail. Vous le trouverez toujours sous <http://www.resacoop.org>. Ce site Portail plus complet, vous permettra d'avoir de nombreuses informations sur les acteurs de Rhône-Alpes, sur les projets, sur les financements, vous y trouverez également de nombreux outils méthodologiques, documentaires...

Actuellement sur le site de RESACOOP

De nouvelles fiches techniques :

- La participation des acteurs de la coopération non gouvernementale et décentralisée aux commissions mixtes,
- Conjuguer développement durable et coopération décentralisée,
- Zoom sur l'Algérie,
- L'Education au Développement et à la citoyenneté internationale.

Des comptes-rendus de réunions géographiques et thématiques :

- **Rapprocher des jeunes du Nord et du Sud** : Programmes du Ministère des Affaires Étrangères,
- **L'Education au Développement en Rhône-Alpes : L'état des lieux**,
- **La coopération avec l'Algérie : une coopération en pleine expansion : l'Etat des lieux Algérie** (PDF - 327 ko),
- **Réunion Migrants Compte rendu provisoire**.

Antonio SILVEIRA
asilveira@resacoop.org

Les plans communaux de développement,

Avec la mise en place et/ou le renforcement des politiques de décentralisation, au Mali comme en France, en Bolivie comme à Madagascar, la planification du développement local et celle du développement communal sont devenues incontournables et indissociables : gouvernements, ONG et organismes internationaux en ont fait leur nouveau credo. En effet pour être éligible à un financement public comme à un financement privé, villages, communes et régions doivent élaborer leur plan de développement et inscrire leurs réalisations et investissements dans le cadre d'un plan. Toutefois une grande confusion de terminologie, et donc de sens, existe entre les plans communaux, locaux, participatifs... Ci-dessous quelques repères pour clarifier les caractéristiques, enjeux, limites et articulations entre ces différents plans.

Cadre d'analyse d'un plan

Les questions centrales pour analyser un processus de planification sont les suivantes :

Pourquoi : les enjeux

Cela correspond aux motivations déclenchant l'entrée dans une démarche de planification. Ces enjeux peuvent parfois se combiner entre eux.

Comment et qui : les moyens, les méthodes, les acteurs.

Les moyens et méthodes sont très différents en fonction du type de planification. Le second élément distinctif, sans doute le plus important, est la localisation du pouvoir de décision, de la mise en œuvre de la planification entre les différents acteurs.

Sur quoi : l'objet de la planification

La définition du territoire et des secteurs d'intervention sont de fait différents suivant le type de planification.

Moyens : le budget

Le plan communal de développement

Pouvoir	Acteurs publics : Collectivités locales, Etat.
Pourquoi	- Opportunité ou obligation - Initiative de l'Etat
Comment Qui	- Démarche obligatoire, imposée (par le budget) - Responsabilité : les acteurs publics : le PCD commence et s'achève par une décision du conseil municipal. - Information et ou consultation des autres acteurs
Sur quoi	- Territoire délimité en articulation - Territoire administratif - Sectoriel : Infrastructures et services
Quand	- Court et moyen terme
Moyens	- Budget proposé

Le plan de développement communal rép

- une **prescription légale**. A ce titre, le co de le mettre en œuvre avec une obligation la tutelle, dans la mesure où les actions s commune, de l'Etat et des partenaires au d les orientations nationales et à ce titre, la cation de conformité à posteriori sur le co engage tous les conseillers communaux et
- une **volonté politique** du maire et de so gramme électoral, des promesses électoral

Le plan de développement local

Pouvoir	Ensemble d'acteurs privé
Pourquoi	• Vision politique (Proje
Comment Qui	• Démarche souple et c • Coordination, concerta • Acteurs locaux constru jet d'avenir, de société a d'une planification glissa • Les acteurs impliqués partie prenante de la déc
Sur quoi	• Territoire choisi • Global
Quand	• Long terme
Moyens	• Budget sollicité • Budget proposé

La planification s'applique aux décisions une méthode qui permet de déployer les a **consensus** social concernant l'avenir du te démocratique et démocratisant la gestion nification est ici un processus politique qu tir de la situation actuelle. Cette démarch exercice du pouvoir par la société elle démarche de planification doit donner ur tives et actions en les orientant stratégiquement fondée sur un projet de territoire.

les plans locaux de développement

ond à une double logique :
 conseil communal est tenu de le concevoir et
 de résultat qui fait intervenir le contrôle de
 eront financées par des fonds publics de la
 développement. Ce plan doit s'articuler avec
 tutelle administrative procède à une vérifi-
 ontenu dudit plan. De même, ce document
 t le maire en particulier.
 n équipe, qui se manifeste à travers un pro-
 es... et souvent une ambition de réélection.

és
t de société)
ou évolutive ation et codécision des acteurs impliqués isent la démarche par la définition du pro- ainsi que le plan d'action (sur le principe ante) sont les responsables des actions, ils sont cision

concernant le territoire et s'adapte comme
 aspirations de la population de construire un
 territoire. Une méthode qui apparaît comme
 du développement et de la société. La pla-
 ni tente de produire des changements à par-
 e est basée sur la prise de décisions et un
 e-même. Pour acquérir toute sa force, la
 e cohérence globale aux différentes initia-
 ment dans un processus de gestion du chan-

Est-il possible de passer du PDC au PDL ?

Le plan communal de développement et le plan local de développement sont distincts par leurs objectifs, leur démarche, mais surtout par la localisation du pouvoir de décision. Cependant, entre les deux, des articulations et des passerelles sont possibles pour développer la participation de la population dans l'élaboration de plans communaux de développement. Ce renforcement de la participation de la population peut se faire en prenant en compte l'existence de cinq niveaux de participation :

- **Information**

Personne ou institution qui donne à connaître à d'autres personnes ou institutions son opinion, sa proposition, sa décision sur un thème défini.

- **Consultation**

Personne ou institution qui prend connaissance de l'opinion, des préférences, des goûts, des objectifs d'autres personnes ou institutions sur un thème défini.

- **Concertation**

Délibération entre personnes ou institutions pour aboutir à un ou des accords volontaires et à l'identification des désaccords ou différences. L'espace de concertation : espace et temps d'échanges où différents groupes d'acteurs sont représentés (privés, publics, formels, informels, individuels, collectifs)

- **Coordination**

Processus par lequel des personnes ou des institutions cherchent à rendre compatibles leurs actions respectives pour leur donner une cohérence. Le but est de renforcer le résultat du travail fait chacun de son côté.

- **Prise de décision**

Partage de responsabilités et de ressources entre les acteurs dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'une action, d'un projet, d'un programme.

Pour permettre une articulation entre les deux dynamiques, il est nécessaire de développer la participation de la population. Pour cela, il est possible d'ouvrir des espaces d'expression et de débats : informer sur les règles, les décisions, les résultats atteints, les financements et les budgets. Cette étape renforce la transparence et la "bonne gouvernance".

L'augmentation du niveau de participation permet d'augmenter la gestion des structures, des biens et des actions issues de la planification, car sont le fruit de leurs décisions

La réelle participation de la population – par la prise de décision – permet de développer une plus grande efficacité et efficacité dans les planifications.

Toutefois, le partage de prise de décision n'est pas toujours possible, les élus n'ayant souvent aucun mandat pour partager leur pouvoir de décision avec les acteurs de développement. Dans ce cas il peut être illusoire, voire contre productif de chercher à passer du plan communal au plan de développement local, la participation étant alors vécue comme une participation alibi qui ne débouche pas sur un réel partage de la décision.

QUOI DE NEUF

du côté de chez vous ?

Toutes ces nouvelles sont celles que vous nous envoyez par mail mais vous êtes nombreux à être passés cette année au CIEDEL, soit pour la session des anciens de septembre 2003 ou à l'occasion du module spécifique sur la coopération décentralisée. Vous nous rendez également visite lors de mission ou voyage en France... vous venez toujours nous faire un petit coucou et nous donner de vos nouvelles... merci à vous, nous apprécions vraiment. Et puis il y a aussi les collègues du CIEDEL qui, lorsqu'ils en ont la possibilité, essaient de vous voir lors de leurs missions terrain et ramènent dans leurs bagages (en plus des mangues, des arachides ou des paniers...) des nouvelles toutes fraîches du côté de chez vous...

Mais comme la dernière lettre du réseau date de juillet 2003, certaines de ces nouvelles ne sont peut-être plus très fraîches aujourd'hui, j'inscris donc en parenthèse la date de réception des courriers...

• Amérique Latine & Caraïbes

Jean-Paul PIERRE de Haïti (26-03-04)
sacrejpp@yahoo.fr

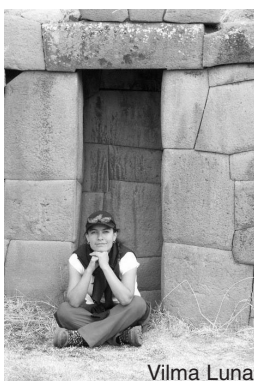
De retour en Haïti après un séjour en France, Jean-Paul trouvait que le calme était revenu et que les choses tentaient de se remettre en place. Il travaille désormais pour la Coopération Canadienne (ACDI) où il est chargé du renforcement organisationnel des organisations partenaires que l'ACDI finance.

Alejandro Jaén Rojas du Costa Rica (20-10-03) ajejan224@hotmail.com

Alejandro travaille désormais dans la production de textes et supports multimédias. En octobre dernier il allait entamer, pour une année, un travail de production de textes sur le développement local pour un programme universitaire.

Vilma LUNA du Pérou
vilmaluna@yahoo.com

Elle travaille dans des projets qui réalisent des formations pour des élus, des fonctionnaires et des professionnels travaillant dans les ONG.



Nous l'avons vue en juillet quand elle est venue pour le module sur la coopération décentralisée. Comme elle n'a suivi que la première année du CIEDEL, elle aimerait suivre la 2^e année. (photo ci-dessus)

Talégrand NOËL de Haïti et de France lamital2000@hotmail.com.

Talégrand a publié un livre "Rendez-vous sur la place du marché". Dans son livre il retrace le parcours de paysans qui se sont organisés pour vaincre la tyrannie du pouvoir en place. Pour plus d'information ou si vous souhaitez vous le procurer n'hésitez pas à le contacter...

Hubert NORMIL de Haïti
godloveshnormil@hotmail.com

Hubert est passé nous rendre visite en mai dernier. Après sa formation de 2 ans, il est rentré en Haïti en novembre 03. Il fait du conseil auprès d'organisations liées à sa structure et participe à la formation du personnel de son institution. Par ailleurs il exerce aussi une activité de consultation en tant qu'indépendant et est le représentant de la mission méthodiste libre pour tout ce qui concerne le développement.

Le CIEDEL lui a d'une part permis de renforcer ses compétences, et d'autre part il a beaucoup appris par l'exemple en ce qui concerne la méthodologie. — "le CIEDEL m'a beaucoup changé au plan professionnel(...) mon atout, c'est qu'avant le CIEDEL j'avais déjà un réseau", ce qui a facilité sa "ré-intégration professionnelle".

• Europe

Anna SIEPRAWKA de Pologne (14-06-04) siepraws@bci.pl

Anna continue d'effectuer des traductions auprès du médiateur de la République et de travailler dans une ONG où elle coordonne un programme relatif à l'éducation dans le cadre de la coopération avec les ONGs et du renforcement de la société civile. Parallèlement elle mène aussi des activités plus ponctuelles :

— *“Ma préférée c'est un programme de lecture à haute voix pour des enfants”.*

Elle projette de “tenter [sa] chance” à Strasbourg pour être traductrice dans les institutions européennes.

Christian DA SILVA de France (22-09-04) christian.ds@orange.fr

“Pour moi, tout va bien. Depuis un an je travaille comme agent de développement économique. Je suis contractuel du ministère de l'agriculture. J'accompagne les demandeurs d'emploi, je crée et anime des réseaux d'entreprises...le tout dans le but de créer de l'emploi.

Je vis sur le département de la Loire, dans les montagnes entre S' Etienne et Clermont Ferrand. C'est calme et paisible... Mais je bouge beaucoup et je rencontre plein de monde passionnant. C'est la campagne mais c'est cool, je suis assez proche des grandes villes et nous avons toutes les infrastructures ici...”.

Nathalie MAICHE de France (24-06-04) nathaliemaiche@yahoo.fr

Nathalie qui était rentrée de RDC durant l'été 2003 a passé 4 mois et demi au Sénégal comme chargée de mission pour la KORA (une ONG Lyonnaise). Ainsi elle a travaillé avec un autre ancien du CIEDEL, Matar DIOP, qui est le coordinateur de cette ONG au Sénégal.

Didier LAMIRAND de France (03-06-04) lamidel66@clubadsl.fr

Didier qui travaillait pour VSF en Bolivie est revenu s'installer depuis le printemps 2003 avec sa petite famille dans le sud est de la France

— *“Nous avons commencé à sortir de la garrigue quelques 1700 oliviers (...) Notre intention est de vivre de cette activité, en produisant une huile de haute qualité (...) et autres produits dérivés”.* Leur huile peut être expédiée par la poste (au moins en France, peut-être en Europe, mais au-delà ???) alors si vous êtes intéressés envoyez lui un petit mail...

Corinne TAVERNA de France (09-2004) c.taverna@wanadoo.fr

Elle a quitté Lyon et Forum Réfugiés où elle travaillait pour un poste de formatrice dans le milieu de l'insertion, à Montélimar.

Virginie MONTAGNIER de France est chargée d'appui aux créateurs et repreneurs d'entreprise auprès de la chambre de commerce de Bordeaux.

David HACQUIN de France davidhacquin@hotmail.com

David travaille depuis 1 an à Kayes (Mali). Il est le conseiller technique de la région Nord Pas de Calais auprès de l'assemblée régionale de Kayes.

• Afrique et Madagascar

Abdoulaye SIDIBE du Mali abdoulaye.sidibe@undp.org

Il travaille au PNUD où il est le coordinateur national du Programme d'appui aux processus et institutions démocratiques.

Souleymane KOUYATE de Guinée (12-11-03) kouyates@yahoo.fr

Souleymane travaille en RDC dans un programme de réhabilitation des infrastructures administratives de la ville de Bunia.

— *“Je dois aussi lancer les travaux de réhabilitation d'une route de 149 km. C'est beaucoup de travail et aussi de responsabilités”.* Il est passé au CIEDEL début 2004, tout semblait bien se passer pour lui en RDC.

Anastasie NYIRAMANA au Bénin (08-10-03) anayiramana2@yahoo.fr

Bernard Husson l'a rencontrée lors d'une mission à Cotonou. Elle travaille pour la lutte contre le trafic d'enfants en Afrique de L'Ouest.

Fatouma SIDI du Niger (19-09-04) fatoumadela@yahoo.com

Fatouma travaille toujours au sein de la direction de la promotion de la femme mais elle a changé de poste (elle était directrice),

— *“Je dirige un comité de formation en genre qui est une cellule beaucoup plus technique et je me plais dedans”.*

Emilie SOMDA du Burkina Faso (02-02-04) emiliesomda@yahoo.fr

Elle travaille au sein d'une association qui regroupe les instituts religieux féminins du Burkina et du Niger. Cette association a permis la mise en place d'une mutuelle (santé) et d'une caisse d'épargne et de crédit. On lui a confié le Secrétariat Général.

Issa SORGHO du Burkina Faso sorgho@hotmail.com

a quitté la direction de la coopération décentralisée pour prendre celle d'une structure d'appui à la coopération décentralisée (la maison de la coopération décentralisée). Il est venu participer à la session sur la coopération décentralisée en juillet dernier.

Marthe ANDRIAMAHENINA de Madagascar (08-10-03) andriaef@dts.mg
Marthe (et ses 3 collègues Nonat, Haja et Léon) qui avait suivi le module "appui à la création d'activités économiques" en 2000 nous donne des nouvelles de Fafiala, le centre où elle travaille et qui a connu des difficultés en 2002.

"Nous avons pu reconstituer notre trésorerie en tant qu'ONG à autofinancement intégral (...) nous travaillons étroitement avec les collectivités locales et les groupements locaux, les communes et la province de Antananarivo. Nous avons pu sauvegarder notre "label Fafiala" grâce aux efforts presque surhumains de notre équipe".

Ildephonse NKILIYE du RWANDA (24-10-03) nkild@hotmail.com

Il est basé à Ruhengeri, il travaille à la fois sur un programme de gestion des ressources naturelles (système intégré de gestion des ressources naturelles par les travaux de haute intensité de main d'œuvre) et sur un programme d'appui à la décentralisation et au développement économique participatif. Leur appui est apporté aux districts (équivalent des communes) qu'ils peuvent conseiller en matière de diagnostic, de planification, gestion et de suivi-évaluation des projets...

Thomas d'Acquin YAMEOGO du Burkina Faso thomdaq@yahoo.com
Il a pris service depuis Août 2003 au Programme conjoint PNUD/VNU comme "Spécialiste suivi évaluation" d'un projet d'insertion socio-professionnelle des jeunes en difficulté à Bobo Dioulasso.

• Moyen orient

Alia ABBASS de Palestine (09-10-03) aliyakassem@yahoo.fr

En octobre elle nous disait qu'elle souhaitait quitter son travail, l'enseignement ne lui convenait plus. Peut-être pourrons nous vous en dire plus la prochaine fois. Mais le plus direct serait de lui poser la question... vivent les mails !

Fayrouz ABOUD de Palestine (15-09-04... c'est tout frais)

fayrouzn@yahoo.com

— "Depuis un an j'occupe le poste de Directrice du bureau régional du Ministère des affaires sociales à Bethléem (...). Le travail du bureau régional est très varié et va de l'urgence au développement. En premier lieu on s'occupe des aides sociales destinées aux familles en grande nécessité (...). Il faut aussi s'occuper des familles sinistrées (...), de la protection des enfants et des femmes en difficultés (...). Et en même temps

initier des actions de développement tel que la promotion des femmes (...par la formation ou autre) et la promotion de la vie associative".

Fayrouz nous raconte aussi comment se passe la vie quotidienne dans le contexte politique actuel : "à titre d'exemple aujourd'hui je devais me rendre au quartier général du Ministère de Ramallah qui est à 30 km de Bethléem, le camp de concentration dans lequel j'habite. Donc je suis sortie de cette zone à pied, j'ai traversé le check point militaire, j'ai pris un taxi qui a fait presque 25 km pour arriver à un autre check point militaire inimaginable à la porte de Ramallah que j'ai traversé aussi à pied. Ensuite, je suis entrée dans le camp de concentration de Ramallah, j'ai pris un taxi pour arriver au Ministère. A noter j'ai mis une heure et demi pour faire 30 km. Et idem pour le retour".

Il est très intéressant pour nous (et pour tout le réseau) de savoir ce que vous faites au plan professionnel mais également que vous nous expliquiez le contexte social, économique ou politique dans lequel vous vivez au quotidien et exercer vos activités.

Bonne nouvelle ! Notre ancienne collègue, **Anne Johnson-Dion** qui a travaillé au CIEDEL de 95 à 99 a donné naissance à une petite fille. Elle s'appelle Sira. Elle doit juste avoir 1 an...

A partir du mois de novembre et jusqu'en septembre 2005 je serais en congé maternité puis parental, ma remplaçante s'appelle Estelle Bergerard, vous pourrez continuer à écrire à l'adresse rafod@rafod.org mais plus à mlguerinfal@univ-catholyon.fr.

Je vous souhaite donc plein de bonnes choses pour cette année et vous dit "à la prochaine !".

Marie-Loup

